

Chausson - Gennevilliers, 3.000 ouvriers, c'est une vraie place forte du prolétariat international de France, toutes les nationalités, y compris des Français, regroupés autour de la masse prolétarienne des camarades marocains.

Chausson-Gennevilliers, où l'on monte des carrosseries pour l'automobile (R 4, Estafette, Camionnette 404 Peugeot, etc.). C'est un bague capitaliste particulièrement infect : anarchie des ateliers, salété repoussante, cadences, chefs, paye misérable, rien n'y manque.

Chausson-Gennevilliers, c'est un maillon faible du système C.G.T.-social-fasciste. Les délégués sont des incapables, le plus souvent racistes. Par peur des masses, ils ne proposent jamais rien.

Chausson-Gennevilliers, c'est le centre principal d'intervention, d'implantation, de la région U.C.F. M.L. du nord-ouest parisien. Deux ans de travail de masse, de travail communiste. Un noyau U.C.F. M.L. de base. Une école ouvrière marxiste-léniniste.

#### QUATRE GRANDES FORCES

La grève, la très longue et dure grève de mai-juin-juillet 75, va mettre aux prises quatre forces de classe, quatre forces politiques, dans les conditions concrètes de la crise du capitalisme.

##### A) Du côté bourgeois :

• Le patron, exploiteur rapace et vieille canaille, est en fait un sous-traitant des grandes firmes de l'automobile. Son autonomie est faible, la crise la diminue encore.

C'est, si l'on peut dire, un patron « centriste » : pas un fasciste pur, comme les criminels de Simca ou de Citroën, pas non plus un phraseur « libéral ».

En fait, il va s'abriter derrière l'Etat et ses flics, hésiter, lâcher pas mal de lest, se raccrocher désespérément à la C.G.T., dont le chef du personnel fera un chaleureux éloge (la C.G.T. a « évité les incidents », etc.).

• Les révisionnistes. D'abord surpris par les assauts de la gauche ouvrière (d'autant que la C.G.T. de l'usine est un ramassis de minables), ils vont faire donner tout leur appareil régional, le maire de Gennevilliers, membre du Comité Central, en tête. Par une sorte de fuite en avant, ils vont faire de la grève un enjeu national dans leur campagne politique contre Giscard-Chirac.

B) Du côté prolétarien :

• La gauche ouvrière manifeste une vigueur, un courage, un esprit d'invention étonnants. Une véritable force ouvrière anti-capitaliste surgit à Chausson. Cette force va attaquer pratiquement les révisionnistes du P.C.F. sur toutes les questions. Mais son organisation interne est presque inexistante ; sa vision des choses est trop limitée pour briser, de façon stabilisée, l'encerclement syndical. C'est une grande force d'avenir, qui fixe ses tâches à l'avant-garde.

• Les marxistes-léninistes de l'U.C.F.M.L. : — soutiennent la gauche, poussent aussi loin que possible son autonomie de combat, systématisent les idées ouvrières ; — formulent explicitement, dans la propagande de masse, et à partir des exemples concrets de la grève, la critique du projet révisionniste, et l'alternative marxiste-léniniste. Nous nous constituons ainsi comme le fer de lance anti-révionniste de la gauche ouvrière ;

— inscrivent la révolte ouvrière dans la ligne anti-crise, la ligne des comités populaires anti-capitalistes.

#### QUE SE PASSE-T-IL AU CENTRE ?

Les larges masses se montrent rebelles à tout encadrement bourgeois. Les tentatives fascistes d'organisation de jaunes échouent lamentablement. Les discours révisionnistes contre Giscard-Chirac laissent tout le monde indifférent. En ce sens, les larges masses laissent faire la gauche ouvrière. Mais pas plus : le lien de la gauche aux larges masses reste faible. Il repose sur la solidarité de classe élémentaire, purement objective. En ce sens, il est vrai aussi que les larges masses laissent faire les révisionnistes.

Les groupuscules seront, d'un bout à l'autre, des paillasons des révisionnistes. Seule exception tactique : des trotskystes participeront aux affrontements avec les flics. Dans l'ensemble, peureux, serviles, incapables de voir le nouveau, les groupuscules compteront pour zéro. Le pompon est gagné par le P.C.R.M.L., plus syndicaliste que la C.G.T. elle-même, au point de faire figurer dans les prétendues revendications le « droit syndical » : Séguy lui-même n'y aurait pas pensé, tant il est clair que les ouvriers les plus combatifs méprisent les syndicats.

La C.F.D.T., inconsistante, est dominée dans tout Gennevilliers par la peur panique de faire quoi que ce soit qui puisse déplaire aux seigneurs révisionnistes. Son courage, elle le met à « conseiller » aux maoïstes de ne pas faire d'incidents. Sa doctrine, c'est : « Les gens du P.C.F. sont méchants, écrasons-nous. »

L'Association des Marocains en France (A.M.F.), où figurent, paraît-il, des « marxistes-léninistes », joue un rôle particulièrement nuisible de rabatteurs pour le P.C.F., de courroie de transmission entre l'appareil révisionniste et les Marocains. Au meeting du 5 juillet appelé par l'A.M.F., on entendra successivement le P.C.F., la C.G.T. et la mairie s'attribuer tous les mérites, et appeler à « faire le ménage » des gauchistes.

Voyons comment les forces principales se sont affirmées et affrontées dans quelques moments essentiels de la grève.

#### LE DECLENCHEMENT DU MOUVEMENT

Le mardi 13 mai, c'est la paie : révolte générale, révolte anti-crise ; les fluctuations d'horaires incessantes que provoquent la crise aboutissent à des salaires dérisoires. Révolte d'autant plus violente que les cadences sont terribles, les ouvriers à bout de force.

Le lendemain, la C.G.T. propose un petit débrayage miteux, par solidarité avec les usines Chausson, de Reims et de Maubeuge, qui sont en grève sur des questions de classification (grève anti-hiérarchique).

Cette proposition timide fonctionne comme un signal : la tempête ouvrière emporte tout. Manifestations de masse dans tous les ateliers. Des chefs, qui cherchent à s'interposer, sont envoyés au tapis. L'occupation est imposée, les portes verrouillées.

Dès le début, la gauche ouvrière est à l'offensive. Son style est fixé : des coups de boutoir prolétariens, qui font des brèches terribles, défoncent les premières lignes de défense du syndicat, puis s'arrêtent.

#### LE COMITE DE GREVE

Face à la situation nouvelle, la ligne révisionniste va être : tenter d'utiliser l'énergie de classe de la gauche ; encadrer au plus près les ouvriers combatifs ; leur donner

# Chausson

## SOCIAUX-FASCISTES, GAUCHE OUVRIÈRE, MARXISTES-LÉNINISTES-MAOÏSTES

des tâches nombreuses, et, en réalité, souvent stériles ; protéger le monopole de l'appareil sur les questions politiques ; se servir de la grève dure comme argument en faveur du projet social-fasciste : hurlements contre Giscard-Chirac, propagande martelée pour le P.C.F. et le programme commun, faux marxisme à gogo ; emporté par son élan, un bonze C.G.T. ira même jusqu'à parler une fois d'Etat bourgeois ! (Un imprudent, ce bonze. Faux marxisme, d'accord, mais n'en rajoutons pas).

La gauche ouvrière, elle, a pour idée de garder en main son initiative. Elle est matérialiste, elle sait qu'elle ne peut opposer à l'appareil révisionniste une force organisée comparable. Elle va donc pratiquer la surveillance antagonique du syndicat.

De leur côté, les révisionnistes sont sur le fil du rasoir, ils tremblent de peur. Ils doivent maintenir à tout prix leur pouvoir politique avec une gauche rebelle, violente, qu'ils ne connaissent pas, et que, racistes sur le fond, ils voudraient bien mépriser. L'Humanité, avec un paternalisme répugnant, parlera de ces ouvriers marocains « venus du Moyen-Age », et qui — O surprise dangereuse ! — font grève avec les Français ! Alors qu'il y a 80 % d'immigrés, que ce sont eux qui ont pris l'offensive, et que la plupart des Français ne font que suivre !

Tout cela fait qu'il y a deux grèves (la grève prolétarienne, la manœuvre politique révisionniste) collées l'une sur l'autre. Ouvriers révolutionnaires et syndicalistes ne se quittent plus d'une semelle : chacun court voir ce que l'autre mijote. Chacun embrasse l'autre avec un couteau derrière le dos.

Le résultat de cet équilibre instable, c'est le comité de grève : rassemblement, à réunion quotidienne, des syndicalistes et des durs de la lutte des classes. « Je te tiens, tu me tiens, par la barbe », forme organisationnelle de type nouveau, caractéristique de l'époque où s'affrontent, dans une mêlée encore confuse :

— la riposte prolétarienne à la crise ;

— le projet politique bourgeois de type nouveau des révisionnistes.

#### LA BATAILLE SUR LE PROGRAMME

Sur les revendications, le P.C.F. a ses idées toutes prêtes. Est bon ce qui va avec le programme commun, avec la lutte contre Giscard-Chirac, pour se disputer la direction — et les profits — du capitalisme en crise. Capitalisme bureaucratique d'Etat contre monopoles classiques.

Sur le plan économique, la C.G.T. veut surtout deux choses :

— exalter les nationalisations ;

— protéger la hiérarchie.

Le résultat, c'est le mot d'ordre : « 250 francs à valoir sur la parité avec Renault ». Deux pierres d'un coup : grand tam-tam sur Renault, et escamotage de la revendication égalitaire (puisqu'à la parité Renault réintroduira la hiérarchie).

A travers de longues discussions démocratiques dans l'usine occupée, la gauche ouvrière va affirmer des idées de classe, complètement différentes. Elle met sur pied un programme en quatorze points

(tract reproduit). Les ouvriers sont d'accord pour dire qu'il y a là-dessus trois idées principales :

1) Quarante heures garanties, sans diminution de salaire.

C'est là une idée anti-crise, une idée anti-capitaliste profonde : ce que veulent les ouvriers, c'est détacher la question du salaire de celle du temps de travail. Le mécanisme de l'exploitation est, ici, frappé en son cœur.

2) « Que l'ouvrier soit respecté dans son travail ».

Revendication de force prolétarienne face à l'anarchie et à l'oppression croissantes, dans le contexte de crise. Exigence anti-raciste, anti-chefs, anti-fasciste : les ouvriers opposent au capitalisme malade leur dignité historique.

Révolte contre les cadences, du même coup : la production baisse et le patron essaie de maintenir son profit par la surexploitation. Le contrôle des cadences aujourd'hui, c'est une exigence anti-crise.

3) Pas d'augmentation à la tête du client par les chefs, pas de qualifications-bidon, augmentation égale pour tous.

Dans la ligne de la grande lutte

cains », véritable racket policier. La grève de Chausson, qui libère l'énergie prolétarienne et populaire, devient le centre d'une révolte générale contre cette « Amicale ». Ses membres sont expulsés de l'usine, pourchassés partout dans la ville. Ils se terrent : brusque renversement du rapport de force, en faveur du peuple.

Seule l'U.C.F.M.L. et le Comité Populaire anti-capitaliste systématisent cette révolte, appellent à son renforcement. Les gens du P.C.F. et de l'A.M.F. reprennent en apparence le mot d'ordre anti-amical, mais ils l'étouffent dans les masses, s'opposant à tout affrontement, mendiant misérablement l'interdiction de l'Amicale par Poniowski.

La question de l'Amicale est en revanche pour nous un puissant levier de mobilisation du prolétariat international de France. C'est un des secteurs d'activité important, fixé par les ouvriers eux-mêmes, du Comité Populaire Anti-Capitaliste de la région.

#### CONTRE L'APPAREIL D'ETAT

Le dimanche 29 juin, à trois heures du matin, les flics investissent

res crible le rang des flics, qui cèdent la place !

Cette petite victoire tactique de la violence prolétarienne est d'une immense portée. Pour la première fois, la gauche ouvrière voit la réalité matérielle de sa force, de son courage. Elle en prend la mesure dans la vraie contradiction, celle avec l'appareil d'Etat. Une joie formidable rassemble les ouvriers et les militants.

Le lundi prolongera encore cette percée. L'usine reste assiégée par les prolétaires. Les cadres, terrés dans l'usine, sont bombardés, leurs voitures saccagées, à la moindre tentative de sortie.

Le lundi soir, provocation réactionnaire : profitant d'un rassemblement syndical à la Bourse du Travail (diversion amèrement critiquée par la gauche, qui voulait rester devant l'usine), les flics attaquent le foyer proche, cassent les portes et la télé, rafflent des ouvriers au hasard. Jugement de flagrant délit, menace d'expulsion : on espère terroriser les masses, et en particulier les immigrés.

Le coup de boutoir de la gauche s'achève le mardi. Les révisionnistes, qui ont senti le vent du boulet,



Le champ de bataille, au petit matin, le lundi 30 juin

des O.S. des presses Renault (73), les ouvriers de Chausson se révoltent contre la hiérarchie et l'organisation capitaliste du travail.

Les syndicalistes refusent de publier ce programme. La gauche, représentée par son avant-garde, se tourne vers les maoïstes : l'U.C.F.M.L. sort le programme (tract ci-contre). La lutte entre les deux voies éclate au comité de grève : les ouvriers contraignent les syndicalistes à lire en assemblée générale le tract de l'U.C.F.M.L. ! Spectacle étonnant.

Mais coup de boutoir seulement, là encore. Au delà, le syndicat conserve le monopole des négociations : il fera prévaloir son programme. La contradiction tactique avec l'ennemi patronal s'aiguise, la question du programme passe au second plan. Les ouvriers disent : « Notre vrai programme, ce sera pour les prochains combats. Prenons toujours les 250 francs. »

#### CONTRE LES FASCISTES

A Gennevilliers, capitale de la fraction du prolétariat international de France d'origine marocaine, Hassan II a organisé ses flics et ses mouchards, l'Amicale des Mar-

l'usine. Pas grand monde à l'intérieur, pas de résistance.

Tout le dimanche est tendu, nerveux, visages fermés. Les révisionnistes palabrent et multiplient les discours creux. Ils sentent que cette fois, la gauche peut prendre une initiative aux conséquences incalculables. Lui faire faire des tours de garde épuisants, la tenir en haleine, l'abreuer de hurlements contre « le pouvoir », très bien ! Mais la voir se jeter dans la contradiction antagonique, c'est effrayant ! L'appareil révisionniste cherche une concession prudente au mouvement de masse. Finalement, l'équilibre se fait sur l'idée d'entourer l'usine, de l'assiéger, d'empêcher tout jaune d'y rentrer, de bloquer les camions qui viennent prendre des pièces.

Dans la nuit de dimanche à lundi, c'est le face-à-face ouvriers/flics. Au fil des heures, les délégués ont disparu, et tout le monde le remarque. Ce n'est pas leur boulot, la guerre contre l'Etat !

Vers trois heures, un escadron de poulets harnachés fait mine d'avancer. La colère de classe explose enfin : une mitraille de pier-

deviennent ouvertement fascistes : colonnies insensées contre les maoïstes (ils dorment chez les flics, c'est des incendiaires, etc.), agressions physiques, vociférations.

Le P.C.F. essaie de fatiguer les masses et de brouiller leur mémoire politique des affrontements. Meeting sur meeting, assemblées-bidon, réunions stériles. Toutes les trois heures, le mégaphone syndical hurle ses insanités.

Le petit appareil syndicalo-révionniste est hors d'usage. On fait donner le grand : le maire Lanterrier, du Comité Central, est partout avec son écharpe tricolore. Il crie à la provocation gauchiste, multiplie les proclamations creuses, sue sang et eau, mais en vain, pour faire naître le culte de sa propre personnalité.

Il appartient bien au moment actuel, ce Lanterrier.

Ce n'est pas un politicien académique dans le genre social-démocrate, mais un vrai politicien social-fasciste, qui bat la semelle et tente de rameuter directement les masses autour de lui. Toute la camarilla de ses larbins chantent ses louanges. Il veut devenir un chef,

Lanterrier, un caudillo révisionniste au petit pied. Il finira mal...

Lanterrier et sa clique utilisent ignoblement la provocation policière du lundi pour intimider les masses et les ramener sous leur houlette. Il y a deux jours incertains. Puis la gauche ouvrière se raffermi.

En vérité, le coup a porté. Le patron a tremblé. Il a déjà lâché 160 F, après la cogne avec les flics il promet les 250 F pour novembre. De fait, le patron et syndicat cherchent à calmer les masses à tout prix.

C'est une loi historique : quand le prolétariat se montre fort, menaçant, la collusion entre les différentes cliques bourgeoises l'emporte sur la rivalité. Main dans la main, C.G.T. et patron font face à l'orage, et vont désormais tenter de cuisiner une fin de grève bâclée.

#### LE PROLETARIAT INTERNATIONAL DE FRANCE

Trois camarades marocains ont été arrêtés pendant la provocation policière. Quelle attitude avoir ? Deux voies là-dessus encore.

Révionnistes et Association des Marocains en France disent : on s'en occupe ! Restez tranquilles ! C'est dangereux ! Surtout, ils ne parlent que de la menace d'expulsion. Le procès les laisse froids. Leur but est clair : pleurer sur les immigrés, sur la répression spécifiquement anti-immigrés (l'expulsion). Faire oublier le fond du problème : les prolétaires de toutes nationalités, Marocains et jeunes Français en tête, se sont dressés violemment contre l'agression de l'Etat bourgeois. Les flics ont arrêté à cause de cela des ouvriers immigrés, n'importe lesquels. Ce procès, c'est exactement la même chose que l'arrivée des flics, c'est la machine de l'Etat contre les prolétaires.

A cela, il faut opposer l'unité de classe du prolétariat international de France, l'exigence absolue de l'égalité des droits politiques, du droit à la révolte, l'égalité pour le droit révolutionnaire essentiel : se dresser contre l'oppression.

L'U.C.F.M.L. prend en main la voie de gauche, appelle à venir au procès. Les révisionnistes répandent partout l'idée que c'est très dangereux. L'écho de masse de l'appel est considérable, mais la crainte des machinations juridiques inconnues l'emporte. Le Tribunal est si loin (Nanterre...).

Comédie judiciaire infâme, et parfois d'un comique sinistre. Question du président : Profession ? Réponse : Ouvrier spécialisé (O.S.).

Le président : Spécialisé en quoi ?

Tout est de cette farine : dépositions des flics toutes identiques, faites au moule, contradictions à l'audience, témoignages des Marocains tenus pour nuls. Racisme omniprésent, dans sa forme coloniale la plus triviale :

Président : Vous étiez à quelle distance ?

Réponse : Cinq ou six mètres.

Président : Vous êtes sûrs ? J'ai été chez vous, je connais bien, en voyage en mulet, on vous dit : c'est tout près, mais c'est très loin...

En fait, on a décidé de frapper des prolétaires immigrés, on les frappe. Ils n'ont rien fait de particulier ? Si ! Ils sont prolétaires, et marocains. Un mois de prison, dont quinze jours ferme. La commission d'expulsion se réunit aussitôt.

LA REPRISE

La reprise est décidée soudaine-

ment par les révisionnistes le mercredi 9 juillet pour le lendemain. Ils n'attendent plus rien de bon de cette grève, parce qu'en fin de compte, ils n'ont pu se soumettre la gauche. Le mardi 8, une dernière alerte les a mis sur le gril : suite à la nouvelle qu'un délégué a reçu une lettre de licenciement, une manifestation d'une centaine d'ouvriers se dirige vers les bâtiments administratifs, entre en trombe et s'installe dans le bureau du chef du personnel : une séquestration commence ! Après deux mois de grève ! Il faudra deux heures, et la mobilisation de tout l'appareil syndical, pour délivrer le monsieur.

Les résultats sont ceux acquis depuis quinze jours : 160 F, les 250 F en novembre, avec des combines hiérarchiques diverses. Pour les besoins de la cause, les syndicats gonflent ce « succès ». Comme le dira un ouvrier de l'avant-garde : « Avant, ils disaient que les 160 F c'étaient des miettes. Aujourd'hui, c'est devenu des morceaux. »

Cette reprise, la gauche ouvrière ne s'y oppose pas : elle sait qu'elle ne peut constituer sur ses propres forces un enjeu à la poursuite du combat. En même temps, c'est l'occasion pour elle de saisir sur le vif la trahison révisionniste. Elle voit dans les faits que la grève syndicale n'avait rien à voir avec la grève prolétarienne, ni dans le programme, ni dans la conduite de l'action, sur rien. Sa haine anti-syndicale augmente. La fraction non syndicaliste du comité de grève formule une charte ouvrière en trois points pour l'après-grève :

1) Contrôle des cadences : on fait le plan de la journée, et aucune voiture en plus.

2) Méfiance envers le syndicat, aucune adhésion dans l'année qui vient.

3) Pas de grève de 24 heures.

La bataille du bilan s'engage aussitôt : la diffusion du tract U.C.F.M.L. qui synthétise le point de vue d'avant-garde sur l'ensemble de la grève et sur l'avenir, tourne à l'empoignade physique avec les sociaux-fascistes. Nous bénéficions d'une protection de masse qui s'étend bien au-delà de la seule gauche.

#### ET APRES ?

La situation aujourd'hui est excellente. La gauche n'a pas faibli, l'anti-révionnisme s'est approfondi. Tout le mouvement bouleverse la situation de classe à Gennevilliers. L'U.C.F.M.L., les maoïstes, sont constitués par les masses comme seule alternative existante au révisionnisme. Les forces fascistes (Amicale, chefs...) baissent la tête.

Les tâches sont claires :

1) Mener au niveau de masse, avec fermeté et avec un point de vue politique large, la bataille du bilan contre les syndicalistes et la clique P.C.F.

2) Consolider la formulation du programme ouvrier, les pratiques qui lui correspondent (contrôle des cadences, etc.) et les formes d'organisation adéquates, notamment au niveau de l'atelier : organiser l'antisindicalisme.

3) Structurer l'avant-garde par la mise sur pied immédiate d'écoles ouvrières, avec pour premier objet d'étude, à travers le bilan de la grève, le projet politique révisionniste et l'alternative marxiste-léniniste.

4) Renforcer les liens entre le prolétariat de Chausson et la perspective des Comités Anti-Capitalistes. Le Comité doit lui-même populariser dans tout Gennevilliers les principales leçons de la grève.